

# LA RUE "SQUATTEE": UN MODE ALEATOIRE D'INTEGRATION DE LA JEUNESSE URBAINE AFRICAINE\*

Danièle POITOU

Laboratoire de sociologie  
et géographie africaines  
CNRS - France

## RESUME:

Depuis deux décennies la croissance a pris dans le Tiers-Monde une ampleur inégalée, due à un exode rural de plus en plus massif. En liaison avec cette urbanisation incontrôlée, se multiplie dans des proportions de plus en plus préoccupantes le nombre des enfants et des jeunes qui trouvent dans la rue à la fois un domicile et les moyens d'assurer leur subsistance.

L'objectif central de cette communication est de montrer la nécessité de renouveler la problématique relative à ce phénomène, abordé classiquement en termes de marginalité ou dans une perspective criminologique.

En conclusion est présenté un bref compte rendu des travaux du Forum d'Abidjan, qui témoignent de la prise de conscience de cette nécessité et des réflexions que suscite la recherche d'interventions plus adaptées.

## SUMMARY:

### THE SQUATTED STREET: A HAZARDOUS INTEGRATION MODE OF AFRICAN YOUTH IN URBAN AREAS

During the last twenty years, third world cities have undergone exponential growth resulting from a massive shift of population from rural to urban areas. This uncontrolled growth has in turn led to a dramatic increase in the number of children and young people who find themselves living in and off the street.

In this paper the author brings to light the need to break away from traditional references, i.e. to the fringe or to crime rates, in order to develop an alternative approach to this phenomenon.

In conclusion, the author gives a brief account of the results of the Abidjan Forum where a number of on-going research projects seeking to identify better adapted forms of intervention were presented. This in itself illustrates a new awareness of the need for change.

\* Cet article est déjà paru dans les "Annales de la Recherche Urbaine", n° 27, juillet 1985, pp. 9-16, sous le titre "La rue squattée en Afrique".

Le phénomène de vie et survie dans la rue n'est pas un phénomène nouveau, ni un phénomène propre aux villes africaines et l'on peut dire qu'à toutes les époques et dans toutes les parties du monde, on observe dans les villes une occupation de la voie publique par des catégories de la population de tous les âges, et considérées par le reste des citadins comme plus ou moins inadaptées, déviantes ou marginales. Rares sont en effet les centres urbains où n'apparaît pas dans tel ou tel secteur un contingent plus ou moins abondant de mendiants, vagabonds, vendeurs à la sauvette, infirmes, musiciens ambulants etc. . . , auxquels on peut ajouter le groupe de tous ceux qui utilisent l'espace urbain pour exercer des activités lucratives habituellement rassemblées sous le nom de "petits métiers".

L'importance et la nature de ce contingent social varie toutefois d'une ville et d'une période à l'autre en fonction des structures et de la conjoncture socio-économique propres à chacun des cas considérés. A cet égard, les rues de Paris constituent à l'heure actuelle un bon exemple des fluctuations possibles de cet état de choses; on voit ainsi avec l'aggravation de la crise économique et l'accroissement du chômage se multiplier de manière symptomatique, le nombre des personnes qui viennent chercher par exemple dans les couloirs du métro, un abri ou un public à solliciter.

Bien plus encore que les villes des pays industrialisés, les villes du Tiers-Monde sont touchées par ce phénomène qu'on interprète habituellement en termes de marginalité sociale et de marginalité économique. Une fraction plus ou moins importante et variable de la population urbaine passe ainsi la majeure partie de son temps dans la rue, poussée par la nécessité.

La réalité de la rue est cependant plus complexe, et, pour rester objective, cette perception un peu misérabiliste du phénomène doit être complétée par la prise en compte des éléments de la population pour qui ce mode de vie ne constitue pas uniquement un pis-aller permettant d'assurer tant bien que mal en milieu urbain sa subsistance. Parmi la gamme des situations particulières, on trouve en effet aussi le cas de ceux qui, pour des motivations diverses, préfèrent adopter, au moins temporairement cette manière de vivre, plus précaire certes, mais moins contraignante et dans certains cas plus lucrative.

Entre ces deux pôles, option ou nécessité pures, se situe dans les villes du Tiers-monde le problème de plus en plus apparent des enfants et des jeunes de la rue, très préoccupant pour les pouvoirs publics, et qui affecte en particulier une proportion de plus en plus importante de la jeunesse urbaine africaine.

Dans toutes les capitales du continent africain se multiplie en effet le nombre des enfants et des jeunes de la rue qu'un article récent de *Fraternité-Matin* définit comme ceux ou celles "n'ayant pas atteint l'âge adulte pour qui la rue est devenue la demeure habituelle et la source de moyens d'existence, et qui sont inadéquatement protégés, encadrés ou dirigés par un

ou des adultes responsables." (*Fraternité-Matin*, Abidjan, 25 fév. 1985). La présente analyse se propose donc d'étudier ce fait particulier dans une triple approche, empirique, théorique et pragmatique pour tenter:

- de dégager sa spécificité par rapport aux observations réalisées dans d'autres sociétés du Tiers-Monde ou des pays industrialisés,
- de voir jusqu'à quel point les approches conceptuelles classiques restent pertinentes pour comprendre ce phénomène,
- de déterminer pour finir les orientations souhaitables, dans la conjoncture économique actuelle, en vue d'élaborer des programmes d'action adaptés aux réalités africaines.

## 1. LA RUE "SQUATTEE"

Dans le contexte de précarité économique qui caractérise la vie urbaine des pays du Tiers-Monde, plus qu'ailleurs la rue est susceptible de prendre un caractère multifonctionnel, et de se transformer d'un lieu où l'on passe en un lieu où l'on vit; espace de circulation, elle est aussi lieu d'échanges, espace de communication, lieu d'habitation, marché à exploiter. Pour reprendre le titre éloquent d'un article de journal (*Fraternité-Matin*, 28 fév. 85) elle devient pour certains "la rue de la dernière chance", une fois épuisées toutes les autres possibilités de s'insérer dans la vie socio-économique de la cité.

Cette occupation de la rue se rapproche alors d'un squatting au sens plein du terme; il s'agit bien en effet d'une occupation de terrain illégale dans la mesure où le vagabondage est considéré comme un délit et que l'exercice d'activités lucratives s'y effectue sans donner lieu au paiement de taxes corrépondantes.

Concernant plus précisément les enfants, l'ancienneté et la généralité du phénomène d'investissement de la voie publique sont aussi à souligner; comme l'indique un texte daté du 18 mars 83, émanant du Programme Inter-ONG sur les "Enfants et jeunes de la rue"<sup>1</sup> déjà "dans l'Europe des 18ème et 19ème siècles, les "gavroches" constituaient un élément familier de la vie citadine. Leur présence s'est perpétuée dans des villes telles que Glasgow, Dublin ou Naples, dont les horribles taudis apparus à la suite de la révolution industrielle ne furent jamais reconstruits".

Depuis les personnages d'Oliver Twist et de Gavroche, célébrés par Dickens ou Hugo, le thème de l'enfance malheureuse a été largement exploité par la littérature et par le cinéma, brossant les portraits de ces enfants livrés à

<sup>1</sup> Programme Inter-ONG "Enfants et jeunes de la rue, BICE, Genève, Document 82/23 - SG 35, 18.3.83. p. 2.

eux-mêmes, isolés ou en bandes, exposés à tous les dangers et promiscuités des grandes villes ainsi qu'au risque de l'engrenage des circuits de répression. (Sciussia, Los Olvidados, Les 400 coups, West-Side Story...).

Pour le Tiers-Monde, c'est aussi dans les romans contemporains ainsi que dans des travaux documentaires ou scientifiques qu'il est possible de retracer la vie quotidienne des enfants d'Amérique Latine ou d'Afrique.

A travers les descriptions de nombreux auteurs qui mettent en relief les divers mécanismes mis en œuvre dans le processus de marginalisation de ces enfants, on peut suivre leurs dures expériences et leur organisation particulière pour survivre dans des villes comme Bahia, Bogota, Ouagadougou, Dakar, Lomé, Niamey, Abidjan, Douala ou Yaoundé par exemple. Chacune présente ses caractéristiques à côté d'éléments qui se retrouvent d'une manière plus constante.

Qui sont ces enfants? Pourquoi sont-ils dans la rue? Comment y vivent-ils? L'idée centrale à retenir, pour répondre à ces questions, est celle du caractère hétérogène des situations relevées et de la différenciation nécessaire à établir entre les diverses catégories d'enfants et de jeunes concernés.

D'une manière schématique, et afin d'élaborer des stratégies spécifiquement adaptées à leurs différents besoins, trois groupes principaux ont été retenus par les participants à un Forum consacré à ce problème pour les pays d'Amérique Latine<sup>2</sup> :

- La première catégorie, qui est de loin la plus importante, précise le document, celle des "enfants dans la rue" se compose principalement d'enfants qui travaillent et qui entretiennent encore des relations plus ou moins régulières avec leur famille. Leur vie continue d'être centrée sur le foyer familial. Un grand nombre d'entre eux vont à l'école, la plupart rentrent chez eux après leur journée de travail, et ils ont presque tous le sentiment d'appartenir à la communauté au sein de laquelle ils habitent.

- La seconde catégorie, moins importante mais plus complexe, se compose des "enfants de la rue" proprement dits. Ces enfants considèrent la rue comme leur foyer, c'est là qu'ils cherchent un abri et leur nourriture, et ce sont leurs compagnons qui leur donnent un sens de la famille. Leurs rapports avec leur propre famille deviennent lointains et ils se rendent rarement dans leur ancien foyer.

- La troisième catégorie, constituée par les enfants "abandonnés", peut sembler assimilable à la seconde. Ces enfants vivent en effet presque de la même manière que les enfants "de la rue". Cependant, ayant rompu toutes relations avec leur famille biologique, ils ne dépendent que d'eux-mêmes tant sur le plan de leur survie matérielle que de leur survie psychologique.

Ces catégories se retrouvent également dans les villes africaines et recourent en partie d'autres classifications possibles, opérées notamment dans les enquêtes sur Dakar, Niamey ou Abidjan et qui différencient principalement les migrants, saisonniers ou permanents d'origine rurale, et les "petits vagabonds" d'origine citadine composés "de jeunes déscolarisés".

Cette hétérogénéité est relevée par tous les observateurs qui en soulignent alors les implications, à savoir l'impossibilité de mener une action d'ensemble pour des jeunes qui s'assemblent mais ne se ressemblent en rien quant à leurs problèmes. Ils partagent cependant une situation de fait, leur appartenance au monde de la rue, caractérisé par l'exclusion, la violence et l'insécurité.

A Bouaké (Côte d'Ivoire), une enquête menée récemment par une assistante sociale de la Maison de l'Enfance auprès des gardiens de voitures et des petits cireurs de la rue illustre bien les différences qui existent entre les groupes et la hiérarchisation relative qui peut s'établir dans leur statut respectif.

Le groupe des gardiens de voitures rassemble en effet surtout des étrangers à la ville de Bouaké ou à la Côte d'Ivoire et ils n'ont reçu qu'une instruction scolaire ou coranique très faible ou nulle. Sans domicile fixe, ils se lèvent très tôt, guettent les clients aux alentours des lieux publics (Monoprix, gare, poste...) jusqu'à la fermeture des établissements après quoi ils se rendent aux abords des cinémas. A la fermeture de ces derniers, ils se séparent et vont dormir à deux ou trois dans des endroits retirés pour éviter les rafles. Rackettés par des grands (18/20 ans) ils gagnent environ 100 à 350 FCFA par jour dont ils ne peuvent garder qu'une partie sous peine d'être battus et exclus du réseau très organisé auquel ils appartiennent.

Vivant au jour le jour, venus du Mali, du Burkina-Faso ou des villages avoisinants, attirés par la ville et l'illusion d'une vie plus facile, ils ne peuvent compter sur personne d'autre qu'eux-mêmes; se faisant souvent rejeter par les clients, ils sont parfois obligés de commettre des larcins ou de quémander de l'argent pour se nourrir. Ils n'ont que la bande pour référence, indique encore l'auteur de l'enquête, et vivent dans une atmosphère permanente d'agressivité gestuelle ou verbale, d'insécurité, et d'actes réprimés par la société. L'auteur souligne aussi les conditions déplorables d'hygiène corporelle, vestimentaire et alimentaire dans lesquelles vivent ces petits gardiens de voitures, qui par ailleurs ne formulent aucun projet d'avenir, si ce n'est celui de devenir cireur de chaussures.

Issus grosso modo des mêmes conditions sociales, (et notamment de familles très nombreuses), contrairement aux gardiens de voitures, les cireurs de chaussures appartiennent pour la plupart à des familles de Bouaké; ils vivent donc encore au domicile familial, possédant un gîte qu'ils peuvent retrouver le soir après leur journée de travail.

Tous les enquêtés, à la différence aussi des gardiens de voitures, ont été scolarisés jusqu'à l'entrée en classe de 6ème, ayant été tous victimes du

<sup>2</sup> Forum d'Idées, UNICEF, n° 18, 1984/3, p. 1.

caractère trop sélectif du concours en raison du peu de places disponibles dans les établissements. L'activité de cireur représente pour eux un moyen de satisfaire un certain nombre de besoins, avant de pouvoir trouver et exercer un vrai métier. Leurs gains varient de 600 à 3000 FCFA par jour environ, soit en moyenne 1500 F par jour.

Une solidarité existe enfin dans ce groupe, qui se manifeste, par exemple, par le prêt d'une boîte aux débutants pour leur permettre de se procurer l'argent nécessaire à l'achat de leur propre matériel.

E. Bellard, l'auteur de cette enquête, conclut enfin que les deux groupes se côtoient mais ne se mêlent pas et que les cireurs de chaussures jouissent d'une autorité incontestée sur les gardiens de voitures qui aspirent à leur tour à devenir cireurs.<sup>3</sup>

Dans son étude sur Dakar, O. Journet note également la position relativement plus favorable des petits cireurs par rapport aux autres groupes de jeunes qui se côtoient dans la ville.<sup>4</sup> Comme ceux de Bouaké, ils ont tous un logement à Dakar, qu'ils retrouvent à la nuit tombée; mais ils sont en revanche pour la plupart des migrants saisonniers en provenance des villages du fleuve.

Elle relève également la présence d'autres groupes, comme celui des talibés ou élèves coraniques venus avec leur marabout, mais c'est surtout sur celui des "petits vagabonds" qu'elle concentre ses observations et son analyse. Ceux-ci se définissent eux-mêmes par opposition aux "grands vagabonds", les véritables "bandits" qui partent dans les maisons des Européens pour voler tout ce qu'ils peuvent, magnétophones compris...

"Le vagabond, explique l'un d'eux, ça veut dire celui qui a quitté ses parents et est venu ici pour faire le vagabond; il y a des gosses qui ont quitté jusqu'à Saint-Louis, Djourbel..."

D'autres: "Vagabond, c'est coucher ici, demain là-bas, après-demain là-bas, comme ça. Tu pars au cinéma, tu fumes, cigarettes, tout ça..."

"Les grands vagabonds, ils partent dans les maisons des Européens, ils rentrent dans les maisons des Européens, ils rentrent là-dedans, ils vont voler tout, magnétophones, tout, c'est voler tout... Les petits, ils restent là seulement..."

Ou encore: "Je ne suis pas un bandit, je suis un petit vagabond, c'est celui qui a quitté sa mère et son père pour venir traîner dans les rues".

Comme les gamins de Lomé étudiés au Togo par Y. Marguerat<sup>5</sup>, ces petits

<sup>3</sup> E. Bellard, Communication au Forum sur les "Enfants et jeunes de la rue" Programme Inter ONG, Abidjan, 25 fév-2 mars 1985.

<sup>4</sup> O. Journet, "Qu'en disent les petits vagabonds?", Possible, Oct. 83, 9-15.

<sup>5</sup> Y. Marguerat "Les gamins de Lomé" in Autrement, numéro hors série, Paris, octobre 1984.

vagabonds qui ont élu la rue comme domicile sont d'origine citadine et issus de familles installées parfois anciennement dans la ville, à sa périphérie ou dans d'autres centres urbains.

Il est intéressant de noter que certains groupes ethniques ne sont pas du tout représentés parmi ces enfants.

Plus que les motivations économiques, il semble que ce soient surtout des raisons liées à l'histoire de la famille et aux relations de l'enfant avec celle-ci qui expliquent sa présence et sa décision de vivre dans la rue. Chacun des cas se présente toutefois d'une manière spécifique, dans laquelle intervient toute une série d'autres éléments (situation scolaire, apprentissage...) qui ont pu accélérer la rupture avec le milieu familial.

Ce groupe n'est pas homogène indique O. Journet, ni quant à sa formation scolaire ou professionnelle, ni quant à son ancienneté dans le vagabondage ou dans la représentation que ses membres se font de leur situation (nécessité, solution de crise, choix réel, expérience enrichissante...).

Leurs activités sont également variées: portage de paniers au marché, lavage et gardiennage de voitures, guidage touristique, prostitution, ces deux dernières rapportant un gain nettement plus élevé que les précédentes. Le groupe des cireurs n'occupe dans cette échelle des revenus qu'une place inférieure (300 à 600 F par jour).

Dans les dépenses de consommation consacrées à subvenir à leurs besoins divers, nourriture, vêtements, loisirs, une place de choix est réservée à la drogue, sous des formes diverses, diluant ou barbituriques, dont les petits vagabonds font pour la plupart un usage quotidien.

Dans son tableau très vivant de leur vie journalière O. Journet évoque aussi la préoccupation permanente de ces enfants concernant le lavage ou l'entretien des habits, préoccupation qui semble moins le fait des enfants de la plage, plus déguenillés indique-t-elle. La cachette, indispensable pour préserver ses habits ou ses possibles économies, en se gardant du racket reste aussi un des soucis majeurs des petits vagabonds, dont la vie en dépit de son apparent laisser-aller est en fait relativement structurée, selon leurs activités et selon les territoires attribués pour exercer ces activités. Les nuits, passées sur la plage, au marché ou dans des encoignures de magasins sont toujours compliquées par le risque des rafles.

"Quoi qu'il en soit, écrit enfin O. Journet à propos des projets d'avenir évoqués par ces petits vagabonds, tous savent que la vie dans la rue est une étape, plus ou moins longue, mais transitoire... Attendant l'hypothétique "chance", aucun toutefois ne cherche vraiment de travail ou de formation. Excès de lucidité face à un marché du travail bloqué, et un système scolaire et professionnel quasi-féodal? Plaisir pour un mode de vie libéré des contrôles traditionnels, une sorte de grand jeu urbain, où l'on joue sa liberté, voire même sa vie?"

Les "enfants du Plateau", ceux qui "durent" dans la rue, sont accrochés au spectacle de la ville, tout autant qu'au "guinse"...

Dans les pays du Sahel, au Niger en particulier, le problème des enfants et des jeunes de la rue est étroitement lié au problème de l'exode rural, aggravé par la sécheresse, qui pousse les jeunes villageois à venir en ville à la recherche d'un travail hypothétique pendant les neuf mois de saison sèche, et pour des motivations diverses.<sup>6</sup>

Les conséquences de ces mouvements migratoires sont incertaines, et peuvent devenir pour un grand nombre de ces jeunes le début d'un processus de marginalisation dont les modalités ont été analysées en détail dans un article de L. Barbedette consacré aux "Itinéraires sociaux de jeunes migrants vivant en milieu péri-urbain".<sup>7</sup>

Après avoir explicité les circonstances du départ, l'auteur, à partir d'histoires de migrants, étudie les conditions de vie qui les attendent dans les milieux d'accueil par lesquels ils transitent et qui expliquent la situation psycho-sociale propre au jeune migrant africain contemporain vivant dans les villes.

Il montre ensuite les difficultés qu'éprouve le migrant, scolarisé ou non, à réussir son intégration au monde urbain qui se traduit peu à peu par un processus d'exclusion et le refuge offert par les "petits métiers" pour "tromper le chômage", mais qui les rejette dans une catégorie socialement dévalorisée.

C'est en effet dans l'exode rural et l'urbanisation massive, incontrôlée, qui en résulte qu'il faut chercher la raison principale du phénomène des enfants et des jeunes de la rue. Depuis deux décennies c'est à une véritable explosion urbaine que l'on assiste dans les villes africaines, caractérisées par une croissance urbaine non liée au développement de l'industrialisation, ni à un progrès économique équivalent, qui permettrait de procurer des emplois rémunérés stables pour absorber cet afflux de populations rurales.

Dans son étude, L. Barbedette souligne l'aspect nouveau de l'exode rural contemporain, dont précise-t-il, "la première caractéristique est de toucher de façon presque exclusive les moins de 25 ans (et plus particulièrement les garçons). Les importants mouvements migratoires de la campagne vers les villes, ou en Afrique de l'Ouest, des pays continentaux vers les pays côtiers - et c'est ici une seconde particularité - ne sont pour l'essentiel, dans des contextes encore faiblement industrialisés, pas liés à la mobilité des parents, encore attachés au village, mais procèdent de ruptures individuelles (et

<sup>6</sup> D. Poitou, La délinquance juvénile au Niger, Etudes nigériennes, 1978 n° 41, p. 58

<sup>7</sup> L. Barbedette, Itinéraires sociaux de jeunes migrants vivant en milieu péri-urbain, Environnement africain, n° 14-15-16, vol IV, 2-3-4, 1980, 93-110.

fréquemment conflictuelles) avec la communauté d'origine et le système valeurs qu'elle porte et transmet".

Les conditions insuffisantes dans lesquelles s'effectue cette urbanisation galopante accroissent toutes les séquelles négatives liées à ce processus, particulier le chômage et la destruction familiale, ainsi que la multiplication des difficultés de logement, des zones d'habitat précaire, de taudis ou bidonvilles, incitant plus facilement les enfants et les jeunes à choisir vivre dans la rue.

La voie publique devient alors un palliatif qui permet à ces derniers résoudre leurs difficultés économiques ou leurs manques affectifs, les peuplant en groupes ou les bandes jouant alors le rôle de structures d'accueil ou foyer de substitution.

En ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest, une session tenue à Dakar les rapports entre l'enfance et la jeunesse et son environnement<sup>8</sup> insiste sur l'insuffisance des espaces mis à la disposition de la jeunesse urbaine dans certains quartiers, ce qui favorise la constitution de ces groupes ou de bandes pour aller où ils peuvent, et qui leur permet d'étendre leur territoire d'action avec un surcroît de sécurité.

Sous l'effet de la récession économique et de cette urbanisation anarchique les conditions de vie en ville se détériorent de plus en plus, et deviennent de plus en plus onéreuses, obligeant de nombreux enfants à subvenir à leurs propres besoins, voire même à ceux de leur entourage. Une proportion importante des petits circulateurs d'Abidjan (environ 40%) seraient ainsi soutien de famille.

Mais la misère en Afrique n'explique que partiellement le problème des enfants de la rue qui prend surtout une ampleur inégalée dans les pays d'Amérique latine, où le nombre des enfants abandonnés se chiffrent par dizaines de millions. La pauvreté rurale et urbaine y atteint des degrés insupportables, donnant lieu à une violence permanente, qui est moins développée dans les villes africaines.

Si les ressources de la rue ne lui permettent pas d'assurer sa survie ou celle de sa famille, l'enfant est alors poussé à commettre des vols, des agressions, de se livrer à la prostitution, suscitant chez lui un comportement anti-social et l'incitant à se tourner vers la drogue. C'est pourquoi l'on a eu couramment tendance à confondre dans une même approche les jeunes marginaux et les jeunes délinquants.

<sup>8</sup> R. Collignon, La lutte des pouvoirs publics contre les "encombrements humains" à Dakar, Revue Canadienne des Etudes Africaines, 1984, vol. 18, n° 3, 573-582.

## 2. LES APPROCHES CLASSIQUES DU PHENOMENE

Le monde de la rue est, comme on l'a vu, un monde que la société globale rejette et marginalise en bloc. Indistinctement, le regard qu'elle pose sur les individus qui en font partie, jeunes ou adultes, conduit à les assimiler sans nuances à des parasites, des voyous, des bons à rien, des individus violents, voleurs, nuisibles, irrécupérables et dont il convient de se méfier ou de s'écarter.

Ce processus de stigmatisation conduit en effet une partie d'entre eux à s'organiser et se structurer de façon à se forger une personnalité provocante face à cette société qui ne les accepte pas.

La rue se présente alors aux yeux de ces catégories socialement bien intégrées comme un lieu de perte, de débauche, une école de la délinquance et cette vision essentiellement négative se double d'une perception de l'oisiveté voulue ou subie par les jeunes comme foncièrement immorale.

Cette condamnation de l'opinion publique a trouvé au Sénégal, en 1972, sa formulation la plus explicite et la plus significative dans l'expression "encombrements humains" utilisée au plus haut niveau par les membres du parti de l'Union Progressiste Sénégalaise (UPS) et reprise ensuite par les médias pour désigner une partie de la population perçue par les pouvoirs publics comme étant susceptible de faire obstacle à la politique mise en œuvre de promotion du tourisme dans le pays (cf. note 8). A cette catégorie d'indésirables, appartiennent "les bana-bana ou marchands ambulants et les petits cireurs qui racolent les touristes, sans parler des voyous; - les faux talibés qui mentent quand ils devraient être à l'école; - les lépreux, handicapés physiques et aliénés qui devraient être dans les hôpitaux ou centres médico-sociaux" (Le Soleil, 20 janvier 1975, p. 3).

Un rapport du Garde des Sceaux confirme deux ans plus tard cette perception du problème, en notant dans son travail sur la "divagation des animaux et les encombrements humains" que le mal continue de proliférer sur la voie publique, en dépit des rafles, ramassages et internements opérés pour l'enrayer.

A la réaction sociale spontanée des couches les plus favorisées de la population répondent en effet la réglementation juridique et les actions orientées vers la répression qui contribuent à renforcer le processus de marginalisation des jeunes migrants, statutairement délinquants dès qu'ils se livrent au vagabondage et à la mendicité. Barbedette souligne le caractère négatif de cette législation qui définit et réprime le vagabondage comme un délit tel qu'il concerne pratiquement la majorité des jeunes migrants ruraux réduits au chômage.

A Niamey, une enquête menée sur la délinquance juvénile<sup>9</sup> a montré également l'inadaptation de la loi, concernant ces deux infractions, dans une société islamique, où l'aumône est considérée comme un impératif religieux, et où une fraction importante de la population est constituée de nomades. Les activités de la rue note encore Barbedette sont aussi souvent réprimées par la police.

Tout ceci explique, ou du moins permet de comprendre, pourquoi la démarche la plus habituellement adoptée pour étudier ces problèmes a été jusqu'à une date récente la démarche criminologique, et pourquoi cette réaction de la jeunesse urbaine a été le plus souvent analysée en terme de déviance, d'inadaptation et de délinquance ou de criminalité.

Sur un plan plus théorique, les interprétations de la marginalité urbaine dans le Tiers-Monde ont conduit aussi souvent à associer de manière abusive la marginalité spatiale ou écologique et la marginalité économique à la déviance et à la dangerosité criminelle, provoquant ainsi des mécanismes d'étiquetage sociétal donnant lieu à des contrôles et à des politiques ambiguës de tolérance, d'encadrement ou de répression brutale de la part des pouvoirs publics.<sup>10</sup> G. Houchon précise un peu plus loin dans cette présentation critique de la théorie de la marginalité le contenu donné par O. Lewis à ce concept, et ses rapports avec ce qu'il définit comme une personnalité dysfonctionnelle.

### Nécessité d'une problématique nouvelle

A l'heure actuelle, compte tenu de l'ampleur prise depuis une vingtaine d'années par l'exode rural et la croissance des villes en Afrique, l'approche criminologique et la théorie générale de la marginalité urbaine (proposée par la sociologie américaine de l'entre-deux-guerres pour désigner "la situation de groupes sociaux numériquement et culturellement minoritaires, vivant de manière plus ou moins déviante par rapport aux normes dominantes", pour reprendre la définition d'A. Marie)<sup>11</sup> se révèlent inadéquates pour appréhender de manière pertinente le problème posé par les enfants et les jeunes de la rue.

Le fait que ces enfants et ces jeunes doivent être considérés effectivement comme plus enclins que les autres à devenir délinquants ne doit pas occulter que leur situation n'est que la manifestation d'un problème plus grave et qui concerne le fonctionnement de la société tout entière, même si une

<sup>9</sup> D. Poitou, op. cit. p. 58.

<sup>10</sup> G. Houchon, "La théorie de la marginalité urbaine dans le Tiers-Monde, Psychopathologie africaine, vol XVIII n° 2, 1982, 161-231.

<sup>11</sup> A. Marie, "Marginalité et conditions sociales du prolétariat urbain en Afrique", Cahiers d'Etudes Africaines, XXI (1-3), 81-83-1981, 346-373.

différenciation attentive doit être opérée entre ces différentes catégories "à risques".

Tant sur le plan numérique, que sur celui de leur rôle véritable dans le fonctionnement de l'économie urbaine, il n'est plus exact de considérer aujourd'hui cette fraction de la population des villes comme "marginale", en raison d'une part du poids démographique de la jeunesse dans la population africaine, de la part essentielle qu'elle occupe ensuite dans les migrations vers les villes, et enfin de l'importance des petits métiers dans les circuits socio-économiques en milieu urbain.

D'une manière plus générale, les travaux se multiplient depuis une quinzaine d'années, qui remettent en cause la perspective classique de la marginalité urbaine, interprétée comme symptomatique d'un état de crise, pathologie, déviance ou non-intégration à la société globale perçue elle-même comme un tout cohérent et régie par une idéologie à vocation universelle (cf. note 11).

Un renversement des perspectives devient nécessaire, car, selon le mot de M. Vernière, "le domaine de la marginalité est immense et il serait sans doute plus simple de chercher ce qui, des paysages et des hommes n'est pas marginal".<sup>12</sup>

Dans cette optique une observation de Barbedette prend toute sa valeur, au sujet écrit-il "de l'enjeu que représentent ces "laissés pour compte" que sont fréquemment les jeunes dans les dynamiques urbaines" (cf. note 7) et qui constituent une force révolutionnaire potentielle à la fois "crainte et convoitée" selon Ki-Zerbo par le pouvoir en place.<sup>13</sup> Ici l'on retrouve la problématique présentée par P. Lew-Fai sur les possibilités d'insertion socio-économique des jeunes du Tiers-Monde, dans un contexte de récession économique mondiale qui oblige les pays les plus touchés par la crise, c'est-à-dire ceux du Tiers-Monde, à s'écarter des modèles de développement à l'occidentale pour revenir à des valeurs et à des modes de vie plus traditionnels, et plus conformes à leur capacité de production.<sup>14</sup>

C'est en référence à cette situation globale qu'il est important de prendre en considération la multiplication des activités du secteur informel et de considérer le groupe des enfants et des jeunes de la rue non plus comme un groupe parasite et une menace pour le reste des citoyens, mais comme une nouvelle composante économique et sociale des sociétés urbaines africaines.

<sup>12</sup> M. Vernière, "A propos de la marginalité: réflexions illustrées par quelques enquêtes en milieu urbain et suburbain africain", Cahiers d'Études Africaines, XIII (3), 51: 587-605.

<sup>13</sup> J. M. Mignon, "Jeunesse africaine, crainte et convoitée", Les cahiers de l'Animation, 1983 n° 43, 55-68.

<sup>14</sup> P. Lew-Fai, "La jeunesse en questions", La Documentation Française, Paris, 1983

Modifier le regard de la communauté sur les enfants de la rue semble donc désormais devoir être un impératif prioritaire, pour parvenir à une compréhension plus juste des problèmes réels, et pour faciliter la recherche de solutions adaptées. Mais en réalité la sensibilisation de la société face à l'enfant et au jeune de la rue se heurte encore à de multiples obstacles, et à des préjugés tenaces qu'il serait naïf ou illusoire d'espérer surmonter facilement, tant au niveau des moyens disponibles, qu'à celui des attitudes psycho-sociologiques.

En Afrique, une bonne partie de la vie sociale se déroule dans la rue, en particulier pour les jeunes et les enfants au cours des cérémonies ou réunions traditionnelles, ou simplement pendant leurs jeux et activités quotidiens. C'est pourquoi les adultes ne leur prêtent pas une attention particulière et ne ressentent donc pas la nécessité de leur venir en aide.

Toutefois, devant l'ampleur grandissante de ce problème et devant les perspectives d'évolution pessimistes liées à la récession économique mondiale, une prise de conscience a commencé à se faire jour après l'énorme succès de l'Année Internationale de l'Enfant qui a permis en 1979, sous l'égide des Nations-Unies, de mettre en lumière l'urgence des actions à entreprendre, et de mobiliser les Organisations Non Gouvernementales sur un Programme consacré aux "Enfants et jeunes de la rue".

#### Une prise de conscience: le Forum d'Abidjan

Créé à la suite du témoignage d'intérêt considérable manifesté pour ce thème, à l'initiative du Bureau International Catholique de l'Enfance<sup>15</sup>, déjà instigateur de l'AIE, le Programme Inter-ONG "Enfants et jeunes de la rue" a débuté en 1982 par la réunion d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales européennes, appuyées par l'UNICEF pour la réalisation d'un Forum Régional sur les problèmes liés au grand nombre d'enfants abandonnés, vivant dans la rue.

Le programme Inter-ONG "Enfants et Jeunes de la Rue" a pour objectifs principaux la stimulation des échanges d'informations et l'organisation de rencontres à un niveau régional ou sub-régional entre les responsables d'actions sur le terrain; il vise également à encourager le développement d'une prise de conscience du phénomène des enfants et des jeunes de la rue parmi les Gouvernements, les ONG et d'autres milieux concernés ainsi que la proposition de politiques nationales et internationales, de programmes ou d'autres mesures relatives à la question.

Dans le cadre de ce programme, le Forum d'Abidjan s'est donné pour but l'analyse de la situation des projets concernant les enfants et les jeunes de la rue en Afrique; les intentions spécifiques étant les suivantes:

1. Etablir un constat de la situation actuelle et identifier les types d'actions existantes.
2. Permettre un échange d'expériences entre les responsables de ces actions.
3. Sensibiliser les Gouvernements et autres organisations à l'égard de ces jeunes de la rue.

Le Forum a donc réuni en Côte d'Ivoire pour la première fois sur ce thème les représentants de quatorze pays africains francophones (Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, République Centrafricaine, Sénégal, Tchad, Togo, Zaïre).

Participaient à ce Forum environ soixante-quinze personnes, responsables de projets sur le terrain, fonctionnaires de services gouvernementaux et représentants d'organisations concernées, qui se sont réunies à Grand-Bassam du 25 février au 2 mars 1985.

Le phénomène des enfants de la rue étant un phénomène mondial, cette réunion fait suite au Forum couvrant l'aire de la Méditerranée et précède ceux qui couvriront l'Amérique latine et l'Asie.

Dans une perspective empirique et à des fins très pragmatiques, la réflexion des participants s'est donc articulée autour de quelques thèmes:

1. Situation actuelle des enfants et jeunes de la rue
2. Actions adressées aux enfants et jeunes de la rue
3. Champs d'action: prévention, caractère multisectoriel, participation de la communauté
4. Pédagogies spécifiques: formation des animateurs
5. Sources de revenu pour enfants et jeunes de la rue

Il n'est pas possible dans le cadre de cet article de reproduire dans leur intégralité la richesse des informations et des débats qui ont animé les commissions. Seules seront évoquées ici l'essentiel des conclusions présentées dans le rapport final, distribué après le Forum.

Dans son introduction, le rapport souligne la gravité du problème des enfants et des jeunes de la rue, qui pour être difficilement quantifiable n'en cesse pas moins de prendre de l'ampleur dans les villes africaines; il rappelle aussi que ce problème n'est pas un problème isolé mais qu'il concerne la société tout entière et reflète clairement la situation des familles et des communautés défavorisées en milieu urbain.

Il est indispensable, indique encore le rapport, de changer d'attitude vis-à-vis des enfants et jeunes de la rue en dissipant l'erreur qui nous fait assimiler le jeune de la rue au délinquant. Actuellement, les actions ne s'adressent qu'à

un nombre très limité de jeunes et d'enfants, et elles se réalisent en général de manière isolée.

Pour apporter une solution efficace aux besoins des jeunes, la coordination et la coopération s'avèrent indispensables. Les communautés, les organisations non gouvernementales et les gouvernements doivent rassembler leurs efforts pour chercher des solutions pertinentes.

1. La sensibilisation de la société en général et de la communauté en particulier à la situation de ces enfants pose beaucoup de problèmes, soit qu'elles ne le perçoivent pas, soit qu'elles les assimilent tous à des délinquants pour lesquels elles ne sont pas disposées à faire des efforts. D'où la nécessité de sensibiliser la société à une approche qui analyse les causes profondes du problème, et non pas simplement ses manifestations.

Ceci comporte de comprendre que ces jeunes de la rue:

- sont des laissés pour compte,
- qui luttent pour leur survie,
- qui ont besoin d'affection,
- qui cherchent à s'identifier à leurs parents, leur famille, leur communauté,
- qui manquent de confiance, d'auto-estime et qui sont angoissés,
- qui n'ont pas de projet de vie.

La situation d'un nombre important de filles de la rue n'est pas plus facile que celle des garçons, même si elle est moins apparente.

2. Les actions adressées aux enfants et jeunes de la rue sont rares et surtout davantage orientées vers la répression que vers une véritable amélioration des conditions de vie. Il est souvent très difficile de "remettre" ces jeunes dans un circuit conçu pour ou par d'autres enfants qui n'ont pas eu les mêmes expériences de vie et de travail. C'est pourquoi les institutions classiques, parfois héritées de la colonisation, ne peuvent pas répondre de manière efficace aux besoins de tout ordre des jeunes.

Une grande partie de ces structures (centres d'internat, instituts de rééducation; centres de réinsertion sociale, centres d'observation, services de justice, centres d'accueil fermés ou ouverts...) sont ressenties comme mal adaptées, ne répondant pas de façon globale aux problèmes des enfants et des jeunes, et adressées particulièrement aux délinquants, ou pré-délinquants.

3. Ces champs d'action ne sont pas isolés, mais complémentaires. La prévention doit contribuer à limiter le développement des cas graves, par une action globale adaptée à la réalité de chaque pays, avec des tâches précises, des engagements réels des organisations et de la communauté. L'action préventive doit s'appuyer sur plusieurs secteurs de l'administration



et faire appel à la communauté pour réinsérer les enfants et les jeunes dans un milieu encadré qui puisse leur donner du travail et leur rendre leur dignité.

Une meilleure concertation et coordination entre les Ministères doit être recherchée, et une meilleure formation des policiers et magistrats pour connaître les jeunes de la rue et les différencier des délinquants.

Une meilleure information doit se faire sur ces enfants à travers les média. Une mobilisation des éléments de la communauté sur lesquels s'appuyer doit être réalisée pour favoriser la réhabilitation sociale des enfants et des jeunes de la rue (rôle des mouvements associatifs, chef de village, ou de quartier...). Trouver des solutions concertées avec les autorités administratives. Il faut tenter de trouver des mesures de soutien aux familles, et aux communautés, pour qu'elles prennent mieux conscience de leurs responsabilités à l'égard des enfants et des jeunes de la rue.

4. Une nouvelle approche pédagogique est nécessaire, ou pédagogie de l'écoute pour connaître l'enfant, le sécuriser. Mais parallèlement une amélioration du système scolaire traditionnel pour limiter le taux des échecs.

5. Les institutions socio-éducatives sont dans l'ensemble statiques et attendent que les jeunes viennent vers elles, alors que l'on devrait favoriser le mouvement inverse, c'est-à-dire la mobilité des animateurs vers les lieux où se trouvent les jeunes. Dans certains cas, il est nécessaire de former des animateurs professionnels, mais il faut aussi encourager l'apparition d'animateurs émanant de la communauté elle-même, de leur propre initiative. Des échanges d'expériences plus fréquents devraient être organisés au niveau inter-africain, entre les responsables et les animateurs.

6. Etant donné l'importance et la fonction des petits métiers du secteur informel, il faudrait les reconnaître et les soutenir, puisque pour une partie non négligeable de ces enfants et de ces jeunes ils contribuent à leur survie et au soutien de leur famille. Il conviendrait d'organiser l'apprentissage et les possibilités d'emploi pour permettre à ces enfants de garantir leur survie et leur indépendance.

Parallèlement à ces discussions et suggestions, le Forum a donné l'eu à la présentation et à la visite de certains projets, réalisés au bénéfice de la réinsertion des enfants de la rue, notamment le Centre Pilote de Port-Bouet et le Projet Abel de Grand-Bassam, conçus dans une optique différente puisque le premier vise surtout à l'animation socio-culturelle d'un quartier, le second à la formation professionnelle d'un nombre limité de pensionnaires. Le choix principal dans ce domaine porte essentiellement sur la nature de l'organisation à mettre en place, structures légères et ouvertes, ou formules plus onéreuses et plus encadrées procurant éventuellement à un nombre défini et plus limité de jeunes une formation professionnelle et scolaire plus suivie.

En guise de conclusion à cette trop brève présentation du problème des enfants et des jeunes de la rue, il semble approprié de reprendre une phrase de

Yaya Ouattara, Ministre des Affaires Sociales de Côte d'Ivoire prononcée à l'occasion de la séance inaugurale du Forum d'Abidjan et dans laquelle il affirme sa perception positive de la situation de ces jeunes et qui nous paraît rejoindre le sens même de cet exposé: car, selon lui, les petits métiers pratiqués par ces jeunes, "loin d'exprimer une marginalité sociale, représentent... un effort désespéré pour s'intégrer au monde dans lequel ils sont obligés de vivre".

C'est en effet sur cette interprétation de la situation que s'arrêtent également quelques-uns des auteurs mentionnés dans cette analyse. Ainsi de Houchon qui refuse de se laisser prendre au piège d'une approche trop "pathologisante" de la société urbaine contemporaine, et pour qui la ville semble présenter plus de raisons d'espoir que de regrets passésistes, en raison des nouveaux types de solidarités qui s'y développent. Il décèle en effet dans les ressources de la rue des potentialités de socialisation et de survie totalement occultées par les stratégies de prévention ou de réinsertion.

"L'occupation de la rue, écrit-il encore, peut prendre des formes misérables, mais aussi être le résultat du dynamisme commercial et artisanal de ses habitants".

La rue possède en effet un caractère ambivalent; c'est sans doute dans de nombreux cas un lieu de déformation, mais ce peut être aussi un lieu de formation, une école de vie, un lieu d'apprentissage et d'acquisition de savoir-faire, susceptible de métamorphoser la dure expérience de la migration en véritable "voyage initiatique" (cf. note 7)...

Peut-être aussi, avec Duvignaud, faut-il voir dans les gamins des rues une fraction des éléments les plus dynamiques de la société elle-même ?

#### REFERENCES

- AMADO J., (1952). *"Capitaine des Sables"*. Paris, Gallimard, Coll. l'Imaginaire.  
 BEBEY F., (1972). *"Trois petits cirEURS"*. Yaoundé, Ed Cle.  
 COULIBALY A. S., (1974). *"Les dieux délinquants"*. Ouagadougou, 2ème ed..  
 HALILOU S. M., (1978). *"Abboki ou l'appel de la côte"*. Dakar, Les Nouvelles Editions Africaines.  
 MEUNIER J., (1977). *"Les gamins de Bogota"*. Paris, JC Lattès.  
 SOW M., (1984). *"L'échec! Environnement africain"*. ENDA, Dakar, 93.

problèmes de la jeunesse, marginalité  
et délinquance juvéniles, interventions sociales  
au milieu des années 1980. VOLUME 1

---

# Problèmes de jeunesse et régulations sociales

---

Actes des Cinquièmes Journées Internationales  
Vaucresson - Mai 1985

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 25748 ex 1

Cpte : B

Centre de Recherche Interdisciplinaire de  
Vaucresson

III p 112

---

Ministère 54, rue de Garches, C.N.R.S.  
de la Justice 92120 Vaucresson. Unité Associée 412